

Acte rendu exécutoire après :

- **transmission en Préfecture le : 30 MARS 2026**
- **publication le : 30 MARS 2026**

Rapport présenté par G. HUG

Session ordinaire	Début : 15h00 / Fin : 16h50
Convocation, ordre du jour et rapport préparatoire transmis le	05/03/2026
Convocation et ordre du jour publiés électroniquement le	05/03/2026
Présidence	Gérard HUG
Secrétaire de séance	Hervé KRIEGER

Délégués statutaires	16	
Délégués présents	11	Bertrand BURGER – Franck FAVRE – Éric STRAUMANN – Lucien MULLER – Gérard HUG – Claude BRENDER – Odile UHLRICH-MALLET – Christelle LEHRY – Yann QUIQUANDON – Aurélie MOREAU – Hervé KRIEGER
Procurations	4	Franck FAVRE – procuration de Céline KERN-BORNI Bertrand BURGER – procuration de Myriam PARIS Hervé KRIEGER – procuration de Jean-Laurent KISTLER Aurélie MOREAU – procuration de Lionel ROUILLON
Absents non représentés	1	Christian ZIMMERMANN

**DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION, L'EXPLOITATION,
L'AMENAGEMENT ET LE DEVELOPPEMENT DU DOMAINE INDUSTRIAL-
PORTUAIRE DU PORT RHENAN DE COLMAR / NEUF-BRISACH**

**MODIFICATION ET APPROBATION DU NOUVEAU PLAN GLOBAL
D'INVESTISSEMENT ET DU CALENDRIER 2026**

Le 11/12/2025, la Cour Administrative d'Appel de Nancy a annulé le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) approuvé par la Communauté de Communes Alsace Rhin Brisach (CCARB) en 2021.

Ce PLUi permettait une dérogation à la loi Barnier interdisant toute construction (élévation) à moins de 75 mètres d'une route à grande circulation (RD52).

Pour mémoire, la largeur de foncier disponible à l'amodiation sur EcoRhena est de 80 mètres, entre la RD52 et le Rhin.

Cette interdiction se cumule avec le recours contre l'autorisation environnementale, qui empêche la SEMOP de démarrer les travaux sur EcoRhena (risque et conditions du financement).

La construction du terminal multivrac, telle qu'elle est prévue dans le nouveau Plan Global d'Investissement (PGI), n'est pas impactée par l'annulation du PLUi (non soumise à permis de construire) et pourrait démarrer dès la fin de la procédure engagée contre l'autorisation environnementale.

En revanche, l'annulation du PLUi est un obstacle à l'amodiation des parcelles EcoRhena à tout industriel qui souhaiterait construire un bâtiment (usine, entrepôt, bureaux...).

Dans ce contexte, vu la demande de la SEMOP en date du 28/11/2025 auprès des partenaires financiers de la convention-cadre du 07/02/2023 (État, Région Grand Est, Collectivité européenne d'Alsace, Colmar Agglomération, CCARB) de réfléchir les subventions déjà accordées vers de nouveaux investissements afin de s'adapter aux retards dans la réalisation des travaux d'investissement sur EcoRhena et à l'augmentation de leur coût de près de 30% ;

Les changements portent notamment sur :

- le maintien de l'activité colis lourds sur le port historique avec le report vers le port historique d'investissements prévus pour le terminal colis lourds sur EcoRhena : sur le port historique, création d'un quai droit sur pieux, travaux de modernisation, amélioration de l'accessibilité, sécurisation et création de surfaces de stockage supplémentaires ;
- le maintien de la création d'un nouveau port sur EcoRhena destiné à une activité multivrac (début d'investissement à partir de 2028) ;

Considérant les réunions des différentes instances du Syndicat et de la SEMOP qui se sont tenues en vue d'approuver le nouveau PGI et d'en vérifier les incidences sur le Plan d'Affaires au contrat de Délégation de Service Public (DSP), et notamment :

- le COPIL de la SEMOP du 25/09/2025 ;
- le Bureau du SMO du 03/11/2025 ;
- le COPIL de la SEMOP du 05/11/2025 ;
- le CA de la SEMOP du 02/12/2025 ;
- les Comités de suivi technique des subventions des 15/01 et 13/02/2026 ;
- le Comité de suivi et de contrôle de la DSP du 23/01/2026 ;
- et le COPIL de la SEMOP du 10/02/2026 ;

Considérant les résultats des premières analyses du Cabinet Blue Arches sur le PGI et les premiers éléments de complétude apportés par la SEMOP sur le nouveau Plan d'Affaires prévisionnel proposé au 20/11/2025 ;

Considérant l'avis technique du COPIL de la SEMOP en date du 10/02/2026 favorable à un nouveau fléchage des investissements de la SEMOP dans le cadre du PGI tel que proposé le 30/10/2025 (*Cf. Annexe jointe à la présente délibération*) ;

Vu la demande de la SEMOP de pouvoir engager en 2026 les premiers travaux subventionnés inscrits au calendrier d'investissements 2026, à savoir :

- réalisation de ducs d'albe de protection du perré du quai endommagé (3 postes d'amarrage) pour un montant prévisionnel de 350 000 € ;
- création d'un tiroir de voie ferrée de 450 ml pour la continuité de service durant les travaux de réparation du quai endommagé pour un montant de 600 000 € (maîtrise d'œuvre incluse) ;

Et sous réserve que la SEMOP puisse garantir le maintien de l'équilibre économique, ainsi que les engagements financiers et contractuels signés au contrat de DSP, notamment :

- le montant global inscrit au PGI initial fixé à 27 010 000 € ;
- le coût des investissements éligibles aux subventions fixé à 13 295 822 € ;
- le coût des investissements restant à la charge de la SEMOP à hauteur de 16 552 302 € ;

- Le TRI et le Funding Gap (consécutifs au nouveau Plan d'Affaires prévisionnel).

Dans ces conditions, le Président invite les membres du Comité Syndical présents à en délibérer pour rendre un avis et approuver, sur le plan technique, les conditions du nouveau PGI proposé par la SEMOP telles que précisées ci-dessous :

- La modification du fléchage des travaux d'investissement destinés à la plateforme colis lourds prévue sur la zone EcoRhena vers le port historique avec la réalisation d'un quai droit (dalle sur pieux) et la création de terre-pleins au titre de l'« **Accompagnement des demandes clients du port** » pour un montant de **9 906 312 €**.
Soit à ce titre, un montant total d'investissements de 10 616 312 € contre un montant inscrit au PGI initial du Contrat de DSP de 1 900 000 €.
Il est précisé que ces travaux ont déjà été réalisés en partie à hauteur de 7 446 312 € pour la grue colis lourds actuellement en service sur le port historique depuis 2023 et l'extension de sa dalle support, avec également l'aménagement du parc à grumes et l'acquisition de 8 boxes de stockage pour un montant total de 710 000 €.
Soit un montant d'investissements restant à programmer de 2 460 000 €.
- La réalisation d'un nouveau « GATE » avec la récupération de surfaces de stockage sur le port historique pour un montant total de **1 232 500 €**, au titre de la « **Modernisation des installations et des équipements du port** ».
Soit à ce titre, un montant total d'investissements à hauteur de 5 158 559 € contre un montant inscrit au PGI initial du Contrat de DSP de 4 550 000 €.
- L'extension du port sur la zone EcoRhena avec la création d'un quai multivrac en 2028 pour un montant total de **9 890 630 €**, dont **9 512 229 €** restent à programmer, contre un montant inscrit au PGI initial du Contrat de DSP de 20 200 000 € (incluant les investissements de grue colis lourds).

Il est précisé que la Région Grand Est conditionne sa ou ses délibérations à la présentation d'un Plan d'Affaires approuvé par le Syndicat qui devrait intervenir au prochain Comité Syndical d'avril 2026.

Conformément aux dispositions de l'article 4.2 des statuts, 4ième alinéa,

Le Comité Syndical, après en avoir pris connaissance et avoir délibéré,

- **PREND ACTE** des informations présentées et des conditions du nouveau fléchage sur le Plan Global d'Investissement proposé par la SEMOP en date du 30/10/2025 ;
- **APPROUVE** le nouveau Plan Global d'Investissement et son calendrier prévisionnel.

Adopté à l'unanimité
Pour extrait conforme

Le Président,
Gérard HUG

